

volontairement en grand nombre; puis, voyant que la conscription devait arriver, ils se ruèrent, quel que fût leur métier, sur les places vacantes dans les usines de munitions qui devenaient de plus en plus nombreuses et importantes.

D'autre part, un grand nombre de mineurs, de mécaniciens étaient allés d'eux-mêmes à l'armée.

Il y eut bien des tentatives de grèves, mais, comme je l'avais annoncé, elles n'étaient pas dangereuses; et, une fois les salaires devenus suffisants, le pouvoir eût pu victorieusement les maintenir au lieu de les laisser aller à un taux exagéré qui a fait monter les prix des choses les plus indispensables. La situation des ouvriers était trop belle pour qu'ils fussent assez fous pour la compromettre d'une part, et de l'autre risquer d'être incorporés dans l'armée. Ce fut le triomphe de l'égoïsme.

Ces risques éloignés, les grèves devaient se produire parce que l'intérêt personnel n'avait plus de frein et que la liberté ou plutôt les libertés constitutionnelles sont telles qu'il était difficile d'arrêter ces grèves. La constitution anglaise ne s'est pas élaborée lentement et sûrement pour les circonstances d'une guerre terrible, mais dans un état et pour un état de paix "romaine". Mais c'est la Prusse qui devait prendre le rôle de Rome autant qu'une Prusse peut le faire. Et c'est par les temps troublés que nous venons de parcourir que l'insuffisance d'une autorité nationale s'est fait sentir.

On a démobilisé trop vite pour avoir une force qui pût parer à tout, et cela afin de satisfaire une opinion publique excitée par certains journaux, d'ailleurs unionistes. Enfin, après que tous les points demandés par les *trade-unions* leur ont été accordés: salaires, journée de huit heures, journée de six heures pour les mineurs, voici maintenant que les agitateurs demandent l'abolition immédiate de la conscription. Ceci est contraire à l'opinion des ouvriers en général et favorise clairement les vues allemandes.

Mais les agents révolutionnaires continuent à s'agiter. D'ailleurs, l'attitude de M. Lloyd George vis-à-vis des bolcheviks ne peut que les encourager. Aussi est-il heureux que la "grande manifestation", où 500,000 hommes devaient se porter à Hyde-Park pour exiger l'abolition de la conscription entre autres choses, ait complètement échoué: les journaux ont bien dit qu'ils étaient près de 10,000; mais le temps si court qu'a duré le défilé en masse me fait estimer le total à cinq bataillons au complet, et même pas, disons 5,000 hommes, et ce sera beaucoup. L'esprit de la population anglaise est vraiment bon. C'est surtout dans le sud de la principauté de Galles que se trouve l'élément le plus obstinément agité, et il en fut toujours ainsi.

LES ELECTIONS ET LE GOUVERNEMENT

Elles se sont faites sur cette idée: "Exiger les

réparations complètes, pas de demi-mesures avec l'Allemagne; aussi il faut éloigner les gens de l'ancien parti libéral pour cette raison." Quelle était l'idée de M. Lloyd George sur la question? Nous ne prétendons pas la savoir. Mais entre les mains de qui est donc l'armée de la presse?

La presse de lord Northcliffe boude le premier ministre, qu'elle gêne souvent, mais sa ligne de conduite varie tellement qu'on peut se demander ce qu'elle veut. Le reste est acquis à la coalition, à l'exception des deux journaux dont je parlais tout à l'heure. Dans le parti pacifiste, on ne peut s'attendre à rien qui ne concorde avec les tendances des pacifistes français. Un seul journal libéral restait pour notre cause, mais comme je l'ai dit, il a cessé d'être indépendant.

Il reste que le public anglais ignore notre point de vue; il est seulement furieux, et il le dit assez, que l'on ne donne pas aux Français ce qu'ils demandent. Parlons donc bien fort pour le lui faire entendre: la presse socialiste et radicale anglaise ne se gêne pas à notre égard, et on la laisse parler; il est au moins étrange que de notre côté la censure ne nous permette pas de parler clairement, et puisque tout le monde ici n'a à la bouche que les mots de démocratie, de peuple et de liberté, une fois que le public anglais sera au courant, peut-être l'opinion sera-t-elle plus forte que les financiers et les brasseurs d'affaires.

Car ce n'est pas la nation anglaise, ce n'est pas le Parlement anglais qui s'opposent à ce que la France obtienne ce qu'elle demande et ce qui lui est dû. C'est la haute finance *peu nationale*, et derrière elle et avec elle tout ce qui a encore avec l'Allemagne des sympathies cachées. Les lettres de lord Lansdowne, l'interview extraordinaire de lord Milner — qui est membre du gouvernement — sont encore dans la mémoire de tous. Et il semble bien, ou disons plutôt il est clair que ce sont eux qui ont triomphé; ils ont donné à l'Allemagne ce qu'elle voulait et même davantage. Et ce serait pour cela que des centaines de mille de braves Britanniques sont couchés dans les plaines de France? Voilà ce que dit le public anglais. Partout on entend ce propos: Pourquoi ne donne-t-on pas aux Français tout ce qu'ils veulent? En quoi cela peut-il nous gêner? Les Allemands ne se seraient pas gênés, eux!

Point d'histoire et de doctrine

Sous ce titre: *Pourquoi j'ai dit à M. Rouvier que la loi de Séparation ne serait pas acceptée par le Saint-Siège*, Mgr Baudrillart écrit dans la Croix de Paris:

On me demande de divers côtés pourquoi, consulté au début de 1906 par M. Rouvier, sur les chances d'acceptation par le Saint-Siège de la loi sur la Sépa-